

Déclaration commune

À l'occasion du troisième Forum économique franco-espagnol réuni à Paris le 29 novembre, les Présidents du MEDEF et de la CEOE rappellent la volonté de leurs organisations de renforcer leur coopération, intensifier leurs échanges et apporter des propositions concrètes pour faire face aux crises actuelles que nous traversons. Dans une Europe qui se reconfigure à la suite de chocs géopolitiques et énergétiques, la solidarité renforcée entre la France et l'Espagne est plus que jamais indispensable.

Dans un monde de plus en plus polarisé, où les logiques de blocs régionaux s'accroissent, il est essentiel et urgent de créer des passerelles pour resserrer nos liens et intensifier notre compétitivité. Les entrepreneurs français et espagnols, ainsi que l'ensemble de la communauté d'affaires européenne représentée par Business Europe – notre fédération européenne commune – s'engagent à prendre leurs responsabilités, à investir et à innover. Les entreprises françaises et espagnoles ont défini à cette fin trois grandes priorités.

- **Faire face aux conséquences économiques dans un contexte géopolitique polarisé en intensifiant la coopération industrielle et technologique**

Le MEDEF et la CEOE condamnent fermement l'invasion russe en Ukraine. Malgré les lourdes conséquences économiques qui en résultent, les entreprises de nos deux pays sont unies et prêtes à coopérer pour faire face à cette situation critique et aider l'Ukraine dans sa reconstruction. Notre unité est cruciale.

La guerre en Ukraine a exacerbé les défis liés aux ruptures des chaînes d'approvisionnement, aux pénuries de matières premières et à l'impact de la hausse des prix énergétiques. Pour faire face à cette nouvelle réalité de plus en plus complexe, l'autonomie stratégique et l'intégration européenne sont essentielles. Le MEDEF et la CEOE appellent donc à une action coordonnée et cohérente de l'ensemble des politiques communautaires pour renforcer l'autonomie stratégique ouverte de l'Union. Les investissements en R&D doivent également être intensifiés et l'accès aux Projets importants d'intérêt européens communs (PIIEC) par les entreprises doit être facilité. Par ailleurs, le MEDEF et la CEOE appellent à accroître les financements des filières innovantes (batteries, semi-conducteurs, réseaux et infrastructures...) pour rester dans la compétition mondiale. Les transformations radicales et rapides pour notre appareil productif et nos modes de vie qu'exigent les enjeux majeurs de notre siècle devront en tout état de cause se reposer sur notre capacité à innover. L'Union européenne doit tout faire pour fournir une réponse européenne forte pour renforcer notre leadership technologique, en réduisant les délais de ses prises de décisions ou en renonçant à des réglementations inutiles dans le contexte actuel.

Enfin, face aux mesures Protectionnistes prises par certains de nos compétiteurs, notamment les États Unis avec l'Inflation Réduction Act, nous appelons au respect des règles de l'OMC et au respect des règles du jeu équitables (level playing field).

- **Apporter une réponse européenne à la crise énergétique pour limiter ses effets sur notre économie et notre compétitivité**

La crise énergétique qui secoue l'Europe a pris une ampleur considérable et ses conséquences commencent à être visibles dans tous les pays européens. Les dommages sur l'économie pourraient croître de façon exponentielle, entraînant des délocalisations d'industries énérgo-intensives, des fermetures d'entreprises de

toutes tailles, des destructions d'emplois ainsi qu'un recul de la compétitivité de l'économie européenne. Il est donc urgent d'atténuer l'impact des prix élevés pour les entreprises et de tenter, par une action commune et déterminée, de résoudre la crise.

Nous avons plus que jamais besoin de décisions fortes au niveau de l'Union européenne. Nous nous félicitons de l'élan pris pour adopter rapidement des mesures d'urgence au niveau européen. Néanmoins, l'individualisme ne doit pas l'emporter sur la solidarité européenne. La Commission européenne et le Conseil de l'Union européenne doivent jouer un rôle plus efficace dans la promotion d'une réponse européenne coordonnée. Tous les efforts réalisés pour réduire efficacement la facture énergétique des entreprises et des ménages et envisager un découplage temporaire des prix de l'électricité et du gaz doivent être poursuivis. Il est essentiel de disposer de mesures d'urgence, d'évaluer leur impact et de les ajuster si nécessaire.

Des mesures appropriées doivent être prises pour accroître et diversifier l'offre énergétique en Europe en déployant dès que possible des capacités supplémentaires en matière d'énergies renouvelables, d'énergie nucléaire et d'énergie bas carbone. Nous devons continuer à décarboner notre économie sans la désindustrialiser. L'Europe doit revenir dès que possible à un marché de l'énergie opérationnel, c'est la condition nécessaire pour permettre aux entreprises d'investir dans la transition écologique. Il est également important de poursuivre le développement des réseaux et des interconnexions pour éviter qu'une situation similaire ne se reproduise à l'avenir.

- **Diversifier les partenariats commerciaux au sein d'une économie mondiale de plus en plus polarisée**

Dans le même temps, l'Union européenne doit mener une politique commerciale ambitieuse, capable de répondre aux chocs successifs que nous vivons depuis le début de la pandémie Covid-19 puis de la guerre en Ukraine. L'Union européenne doit réduire ses dépendances et son exposition à des fournisseurs peu fiables, créer des coalitions avec des partenaires partageant les mêmes valeurs et diversifier ses sources d'approvisionnement.

Ainsi les relations UE-Amérique Latine peuvent développer un avantage compétitif important au sein d'une économie mondiale de plus en plus polarisée. Une relation économique plus approfondie entre ces deux régions qui partagent de valeurs communes, permettrait de diversifier nos chaînes d'approvisionnement pour assurer la transition énergétique verte de l'Union européenne. Le renforcement de l'autonomie stratégique ouverte de l'Europe doit être abordé sans tabou tout en améliorant l'attractivité de l'Europe comme lieu privilégié d'investissement. A cet égard, nos deux pays possèdent des avantages comparatifs géographiques et culturels que nous nous engageons à exploiter conjointement sur les marchés tiers, notamment vers le Partenariat euro-Méditerranéen en particulier autour de projets de coopération communs en Afrique.

Le MEDEF et la CEOE sont déterminés à favoriser un dialogue permanent entre tous les acteurs économiques français et espagnols. Nos entreprises sont prêtes à relever le défi ainsi qu'à contribuer à cette vision renouvelée de l'Europe.

Geoffroy Roux de Bézieux
Président du MEDEF

Antonio Garamendi
Président de la CEOE